

## Actualités de CASA au 3ème trimestre 2011 - juillet

Ce récapitulatif de l'actualité du Groupe Crédit Agricole a pour but de prendre du recul devant l'abondance de l'information qui chaque jour nous submerge. Cette synthèse permet d'échapper à l'agitation que semble donner la volatilité journalière sur le titre, et permet de mieux appréhender le travail « industriel » du groupe, pour corriger conséquences de la crise et des investissements passés, et mettre en œuvre des projets industriels porteurs d'avenir et de rémunérations futures.

**1er Juil** **Crédit Agricole : finalise le rachat du belge Centea**  
Crédit Agricole finalise ce jour le rachat du belge Centea, acquis au mois de mars auprès du bancassureur belge KBC pour un montant de 527 millions d'euros.  
« Pour le Crédit Agricole, la finalisation de la cession constitue un nouveau jalon important de sa stratégie de croissance en Belgique », expliquent les deux groupes dans un communiqué commun. Pour KBC, qui reçoit en plus du prix de vente un dividende de 66 millions d'euros sur l'exercice 2010, elle « libère quelque 0,4 milliard d'euros de capital ». *(source : Tradingsat.com)*

**4 Juil** **Crédit Agricole : Standard et Poor remet la pression sur les bancaires**  
Après avoir fortement rebondi la semaine dernière, les valeurs bancaires repartent à la baisse suite à la mise en garde de Standard & Poor's quant à un éventuel roulement (« rollover ») de la dette grecque.  
A la Bourse de Paris, Société Générale perd ainsi 1,5% à 41,8 euros, Crédit Agricole abandonne 1,5% également, à 10,6 euros, Natixis recule de 0,7%, à 3,55 euros, tandis que BNP Paribas cède 0,8% à 54 euros.  
Alors que « ces dernières semaines, un certain nombre de propositions relatives à ce sujet ont fait surface », l'agence de notation revient sur les deux options avancées par la Fédération Bancaire Française (FBF) le 24 juin. La FBF a offert, d'une part, de réinvestir 70% des sommes remboursées par la Grèce au titre des obligations arrivant à échéance : 50% seraient placés dans des titres grecs à 30 ans, les 20% restants étant conservés dans un véhicule de placement ad hoc à titre de garantie. Deuxième option proposée : les créanciers privés réinvestiraient 90% des montants remboursés par l'Etat grec dans de nouvelles obligations à 5 ans.  
« Il est de notre avis que chacune des deux options de financement décrites dans la proposition de la FBF constituerait probablement un défaut selon nos critères », écrit Standard & Poor's.  
Un avertissement qui « pourrait venir perturber la succession d'annonces crédibilisant que la situation grecque était de nouveau sous contrôle à horizon 12 mois » selon les analystes de CM-CIC Securities. Et ce alors que les Européens ont en effet validé ce week-end l'apport des 8,7 milliards d'euros promis à la Grèce dans le cadre du premier plan de 110 milliards d'euros. *(source : Tradingsat.com)*

**5 Juil** **Crédit Agricole : un nouveau directeur financier arrive fin août**  
Bernard Delpit rejoindra à partir du 29 août Crédit Agricole S.A. en tant que Directeur Financier Groupe, sous la responsabilité de Michel Mathieu, Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A. en charge des Fonctions centrales Groupe, des Assurances et de la Gestion d'actifs.  
Bernard Delpit succède à Bertrand Badré, qui va poursuivre son parcours professionnel hors du groupe Crédit Agricole au terme de quatre années d'un fort engagement, notamment pendant la crise financière. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., a souligné l'implication de Bertrand Badré et la qualité du travail accompli avec les équipes financières dans un environnement particulièrement instable.  
Bernard Delpit débute sa carrière en 1990 à l'Inspection Générale des Finances. Jusqu'en 2000, il occupe différentes responsabilités au sein de la Direction du budget du ministère de l'Economie et des Finances. En 2000, il rejoint le groupe PSA Peugeot Citroën où il exerce à partir de 2001 la fonction de Directeur général adjoint de Dong Feng Peugeot Citroën Automobiles en Chine. Puis il est nommé à partir de 2004 Directeur du contrôle de gestion du groupe PSA Peugeot Citroën.  
En mai 2007, Bernard Delpit intègre le cabinet du Président de la République comme Conseiller pour les finances publiques et la fiscalité, puis Conseiller économique. Depuis juin 2009, Bernard Delpit est Directeur général adjoint, Directeur financier du groupe la Poste.  
Agé de 46 ans, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Bernard Delpit est ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration. *(source : Tradingsat.com)*

**6 Juil** **Crédit Agricole : Matixis maintient sa confiance**  
Natixis a réitéré mercredi sa recommandation "Acheter" et son objectif de cours de 12,6 euros sur Crédit Agricole. Le broker juge peu crédible la rumeur de marché, d'ailleurs démentie par le groupe, selon laquelle la banque verte figurerait dans la liste des banques considérées comme systémiques par le Comité de Bâle et devrait procéder à une augmentation de capital pour faire face à la surcharge en capital qui lui serait alors appliquée.  
*(source : Tradingsat .com)*

15 Juil	<p><b>Crédit agricole : les banques françaises ont réussi les tests de résistance</b></p> <p>Les groupes bancaires français BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Bpce ont passé "avec succès" les tests de résistance élaborés par l'Autorité bancaire européenne (EBA), a annoncé vendredi le régulateur français. Les quatre principales banques françaises, qui ont soumis leur bilan financier 2010 à un scénario de crise équivalent à deux années de récession "particulièrement sévère", affichent un ratio moyen de "Core Tier 1" de 7,5%, soit un niveau de fonds propres durs "très supérieur" au seuil de 5% exigé par l'EBA, a indiqué l'Autorité de contrôle prudentiel.</p> <p>"Ces bons résultats s'expliquent par une gestion rigoureuse des risques mais également par le modèle universel des banques françaises, dont la résilience a été prouvée pendant la crise" de 2009, s'est félicité le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, dans le communiqué.</p> <p>Contrairement aux huit banques européennes qui ont échoué, les banques françaises n'auront donc pas besoin de renforcer leur capital, même dans l'hypothèse extrême d'une récession sévère, marquée par une forte hausse du chômage, une flambée de l'inflation et une violente dépréciation du dollar par rapport à l'euro.</p> <p>M. Noyer a souligné que "les hypothèses de stress retenues par l'EBA étaient particulièrement dures" et avaient "été encore durcies ces dernières semaines". Le scénario se fondait par exemple également sur l'hypothèse d'une chute vertigineuse des prix de l'immobilier résidentiel et commercial, que la France n'a jamais connue jusqu'à présent. <i>(source : Afp)</i></p>
18 Juil	<p><b>Le patron de la SocGen Frédéric Oudéa prendra la tête de la FBF en septembre :</b></p> <p>Frédéric Oudéa, PDG de la Société Générale, succèdera à François Pérol, président du directoire de Bpce, à la tête de la Fédération bancaire française (FBF) et prendra ses fonctions le 1er septembre pour une durée d'un an, a annoncé lundi l'association professionnelle. <i>(source : Afp)</i></p>
28 Juil	<p><b>Crédit Agricole : Emporiki va peser lourd dans les comptes du 2ème trimestre</b></p> <p>Crédit Agricole a tiré jeudi soir les conséquences de la situation économique dégradée en Grèce au deuxième trimestre 2011 et annoncé sa participation au plan de soutien européen.</p> <p>La participation d'Emporiki Bank, filiale grecque de Crédit Agricole au plan de soutien à la Grèce devrait ainsi se traduire par une dépréciation de son portefeuille d'obligations d'Etat grec estimée à 71 millions d'euros.</p> <p>Cet élément, ainsi que la hausse du coût du risque, le ralentissement de l'activité et l'augmentation des coûts de financement "devraient se traduire dans les comptes d'Emporiki Bank du 2ème trimestre 2011 par une perte plus élevée qu'attendue", prévient Crédit Agricole.</p> <p>En conséquence, le résultat net du 2ème trimestre serait négatif d'environ 451 millions d'euros après impôts et intérêts minoritaires dans les comptes consolidés d'Emporiki Bank et d'environ 444 millions d'euros dans ses comptes sociaux.</p> <p>Crédit Agricole reconnaît ainsi que "la situation actuelle et envisagée pour les prochains trimestres complique la réalisation de l'objectif d'Emporiki Bank de retour à l'équilibre dès 2012".</p> <p>A plus court terme, prenant acte de la situation, Crédit Agricole S.A. a décidé d'inscrire dans ses comptes consolidés du 2ème trimestre 2011 une dépréciation de la totalité de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki Bank, soit 359 millions d'euros.</p> <p>Au niveau du groupe Crédit Agricole S.A., l'impact du plan de soutien à la Grèce, incluant la dépréciation inscrite dans les comptes d'Emporiki Bank, devrait être de l'ordre de 150 millions d'euros. Le détail sera communiqué le 25 août prochain à l'occasion de la publication des résultats du 1er semestre 2011.</p> <p>La banque verte précise qu' "au total, la perte attendue chez Emporiki, ainsi que la dépréciation du goodwill et la participation au plan de soutien à la Grèce auront un impact sur le résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. du 2ème trimestre 2011 qui ne devrait pas dépasser 850 millions d'euros". Le groupe assure que "le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. demeurera positif au deuxième trimestre 2011". <i>(source : Tradingsat.com)</i></p>
29 Juil	<p><b>Crédit Agricole : monte à 98% du capital d'Emporiki, avant retrait des titres</b></p> <p>Le Crédit Agricole a porté de 96% à 98% sa participation, directe et indirecte, au capital de sa filiale Emporiki à l'issue de son offre publique et va demander la radiation des titres de la banque grecque, selon un communiqué publié vendredi. <i>(source : Afp)</i></p>
29 Juil	<p><b>Crédit Agricole : Exane BNP Paribas maintient son opinion positive</b></p> <p>Sans surprise, l'action Crédit Agricole est à la peine vendredi (-2,7% à 8,6 euros à 11h20) après que la banque verte a tiré jeudi soir les conséquences de la situation économique dégradée en Grèce au deuxième trimestre 2011.</p> <p>Prenant acte de la situation, Crédit Agricole a décidé d'inscrire dans ses comptes consolidés du 2ème trimestre 2011 une dépréciation de la totalité de l'écart d'acquisition résiduel sur sa filiale grecque Emporiki Bank, soit 359 millions d'euros.</p> <p>Par ailleurs, l'impact du plan de soutien à la Grèce, incluant la dépréciation inscrite dans les comptes d'Emporiki Bank, devrait être de l'ordre de 150 millions d'euros.</p>

	<p>Les analystes d'Exane BNP Paribas font remarquer aujourd'hui que ce "profit warning" va logiquement renforcer la perception négative sur le titre.</p> <p>"Les investisseurs sont peu susceptibles d'être favorablement impressionnés par l'avertissement sur résultats, mais nous ne pensons pas non plus que de nombreux acteurs du marché seront massivement surpris", commente le broker.</p> <p>En définitive, le "profit warning" d'hier ne change pas l'opinion positive d'Exane BNP Paribas sur Crédit Agricole. Le broker maintient son opinion "Surperformance" avec un objectif de cours de 13,7 euros. <i>(source : Tradingsat.com)</i></p>
3/08	<p><b>Crédit Agricole : cède Eurofactor UK à GE Capital</b></p> <p>Crédit Agricole indique ce matin que sa filiale Leasing &amp; Factoring (CAL&amp;F) a conclu la cession à <b>General Electric Capital (GE Capital)</b> d'Eurofactor UK, qui se classe en 9ème position sur le marché britannique de l'affacturage. Aucun montant n'a été précisé.</p> <p>"Cette vente s'inscrit dans la droite ligne des projets d'entreprise de Crédit Agricole SA et de CAL&amp;F en faveur du développement de la banque de proximité en Europe, avec l'appui des métiers spécialisés", indique la banque verte. <i>(source : CercleFinance.com)</i></p>
12/08	<p><b>Crédit agricole : Les ventes à découvert ne sont plus autorisées selon AMF</b></p> <p>Les ventes à découvert sur les valeurs financières ont été interdites par certains régulateurs européens, dont la France, confirmant les rumeurs qui ont circulé hier après-midi sur les marchés. L'Italie, la Belgique et l'Espagne ont pris des mesures similaires afin de mettre un terme, au moins temporairement, aux spéculations violentes qui secouent les marchés financiers depuis quelques jours. Ces opérations à fort effet de levier consistent à parier sur la baisse de titres, alimentant l'impact des rumeurs dans un contexte de volatilité extrême des marchés.</p> <p>L'Autorité des marchés financiers a ainsi décidé jeudi soir "d'interdire toute position courte nette ou tout accroissement d'une telle position existante, y compris en cours de journée, par toute personne établie ou résidant en France ou à l'étranger, sur les titres de capital ou donnant accès au capital des établissements de crédit et entreprises d'assurances suivants" : <b>April Group, Axa, BNP Paribas, CIC, CNP Assurances, Crédit Agricole, Euler Hermès, Natixis, Paris Ré, Scor et Société Générale.</b></p> <p>"Cette mesure s'applique dès sa mise en ligne sur le site internet de l'AMF, ce soir à 22h45 et ce pour une durée de quinze jours", a précisé le communiqué de l'AMF diffusé jeudi. "Elle pourra être prorogée, dans les conditions de l'article L. 421-16 II précité. Elle ne s'applique pas aux intermédiaires financiers agissant en qualité de teneur de marché ou d'apporteur de liquidité signataires d'un contrat avec l'entreprise de marché ou avec l'émetteur, ou en qualité de contrepartiste sur blocs d'actions". <i>(source : Tradingsat.com)</i></p>
25/08	<p><b>Crédit Agricole : Trimestriels impactés par la Grèce</b></p> <p>Crédit Agricole a fait état jeudi d'un bénéfice net en baisse de 10% au deuxième trimestre en raison des conséquences de la situation financière en Grèce, à la fois au niveau des titres d'Etat et de sa filiale Emporiki. Le résultat net part du groupe ressort à 339 millions d'euros au deuxième trimestre, contre 379 millions d'euros au deuxième trimestre 2010.</p> <p>Son produit net bancaire s'est légèrement accru (+1,1%) sur le trimestre, pour s'établir à 5.531 millions d'euros, un niveau record.</p> <p>Dans la banque de proximité en France, les caisses régionales ont ainsi connu une forte activité commerciale. A l'international, ses revenus dans la banque de proximité ont également progressé.</p> <p>La banque de financement et d'investissement a connu de son côté une légère baisse de son activité due au contexte 'chahuté' des marchés de capitaux.</p> <p>Au final, le résultat brut d'exploitation atteint lui aussi un plus haut niveau historique de 2.201 millions d'euros sur le trimestre, soit une hausse de 6,6%.</p> <p>Si le groupe fait part d'une baisse du coût du risque, il précise également que l'impact du plan de soutien à la Grèce - décidé par les gouvernements européens le mois dernier - a été de 146 millions d'euros en termes de coût du risque net d'impôt.</p> <p>En ce qui concerne Emporiki, le groupe bancaire a enregistré 359 millions d'euros d'amortissement de l'écart d'acquisition résiduel sur sa filiale grecque et 148 millions d'euros de dépréciation d'impôts différés dans les comptes de la filiale.</p> <p>Le 28 juillet, Crédit Agricole avait annoncé que l'impact de la crise grecque sur son résultat net de 2ème trimestre se monterait à 850 millions d'euros.</p> <p>Au niveau de l'ensemble du groupe, c'est-à-dire en tenant compte des performances de toutes les caisses régionales, Crédit Agricole affiche au deuxième trimestre un résultat net part du groupe de 881 millions d'euros, en repli de 1,8% par rapport au trimestre correspondant de 2010.</p> <p>Le produit net bancaire ressort à un plus haut historique trimestriel à 9.142 millions d'euros, alimenté notamment par la banque de proximité qui représente 61% des revenus et 56% du résultat brut d'exploitation des métiers du</p>

	<p>groupe.          Au niveau de la solvabilité, le groupe Crédit Agricole voit son ratio 'Core Tier 1' porté à 9,1% en date du 30 juin du fait de sa bonne capacité bénéficiaire. (source : <i>CercleFinance.com</i>)</p>
26/08	<p><b>Crédit Agricole : Les interdictions de ventes à découvert font plus de mal que de bien</b>          (Tradingsat.com) - Sensé être protégé des spéculateurs baissiers pour une période prolongée, le secteur bancaire glisse néanmoins à nouveau vendredi en territoire négatif. A mi-séance, <b>Société Générale</b> cède 1% à 21,75 euros, <b>BNP Paribas</b> abandonne 0,9% à 34 euros, <b>Crédit Agricole</b> recule de 1,4% à 6,4 euros, <b>Natixis</b> accusant le repli le plus marqué (-2,5% à 2,75 euros). Seule exception, la banque franco belge <b>Dexia</b>, qui grappille          AMF a annoncé hier soir la prolongation jusqu'à nouvel ordre, et pour une durée ne pouvant excéder le 11 novembre 2011, la décision en date du 11 août dernier d'interdire toute Vente à découvert (position courte nette) sur les valeurs suivantes : <b>April Group, Axa, BNP Paribas, CIC, CNP Assurances, Crédit Agricole, Euler Hermès, Natixis, Scor, Société Générale.</b>          Toutefois, l'interdiction de vendre à découvert instaurée par quatre pays de l'Union Européenne (France, Italie, Espagne et Belgique) n'est pas parvenue à freiner la chute incessante du prix des actions et semble faire « plus de mal que de bien » selon une importante étude menée récemment par deux professeurs de la Cass Business School de Londres.          L'étude « <i>Short-selling bans around the world: evidence from the 2007-09 crisis</i> » menée à l'échelle mondiale dans 30 pays en utilisant les données recueillies entre 2008 et 2009 sur près de 17 000 titres et actions différents, suggère que les dernières mesures prises par les gendarmes boursiers européens d'interdire cette pratique jugée spéculative, pourraient causer de sérieux dommages sur le marché financier.          Co-auteur de ce rapport, le professeur Alessandro Beber (Cass Business School) indique que : « selon notre étude, la réponse spontanée de la plupart des régulateurs financiers à travers le monde a causé un effet dévastateur sur la liquidité des marchés ».          Or, souligne-t-il, « la chute de la liquidité est particulièrement dangereuse car elle survient à un moment où la marge entre l'offre et la demande est déjà élevée à cause de la crise. De plus, les investisseurs sont désespérément à la recherche de liquidité sur les marchés de valeurs mobilières à cause de la gelée de nombreux marchés à taux fixes. »          « Ceci devrait indiquer aux régulateurs que les récentes interdictions de vente à découvert font plus de mal que de bien. » selon le professeur Beber, qui avance que l'interdiction a également manqué son objectif principal qui était de restaurer l'ordre sur les marchés et d'empêcher un effondrement du prix des actions. « Contrairement aux espoirs des régulateurs, toutes les preuves indiquent que l'interdiction de la vente à découvert n'a, au mieux, pas affecté le prix des valeurs, et au pire, contribué à leur chute ».          Il ajoute enfin que : « Ces résultats montrent que l'interdiction a entraîné une baisse du prix des actions en réaction aux nouvelles informations. En restreignant l'activité des traders à l'écoute du marché par des informations négatives sur les sociétés, l'interdiction de la vente à découvert a freiné la vitesse à laquelle les informations se répercutent sur les prix du marché. » (Source : <i>Trangsat.com</i>)</p>
28/08	<p><b>Crédit Agricole : dit pouvoir affronté un gel du marché monétaire</b>  <b>Crédit agricole</b> s'est efforcé jeudi de rassurer les investisseurs en affirmant qu'il pourrait compenser un gel des liquidités en provenance du marché monétaire américain pour satisfaire ses besoins de refinancement.          Alors que le marché redoute des problèmes de refinancement du secteur bancaire européen, la troisième banque française par la capitalisation boursière a expliqué qu'elle avait diversifié ses sources de financement en dollar en Asie et au Moyen-Orient.          "Le refinancement résiduel en dollar d'origine money-market funds (fonds monétaires américains, NDLR) est désormais réduit (...) et leur disparition complète ne nous poserait pas de problème particulier", a expliqué Michel Mathieu, directeur général délégué du <b>Crédit agricole SA</b>, lors d'une conférence téléphonique.          La banque, dont les comptes du deuxième trimestre ont subi une lourde charge liée à la Grèce, a dans le même temps indiqué qu'elle disposait à fin juillet de plus de 120 milliards d'euros de réserves de liquidité immédiatement disponibles.          "Plus de 80 milliards sont mobilisables en 24 heures", a ajouté Michel Mathieu.          Les propos tenus par la direction de la banque ont contribué à alléger la pression qui pèse sur les valeurs bancaires européennes. (source : <i>Reuters</i>)</p>
12/09	<p><b>Crédit Agricole : nouveau directeur à l'international</b>          Jean-Luc François rejoint aujourd'hui le comité exécutif de Crédit Agricole Assurances en tant que Directeur international. Il est sous la responsabilité de Jérôme Grivet, Directeur général de Crédit Agricole Assurances et de Predica. Il a pour mission de piloter l'activité vie et non vie des filiales du groupe d'assurance.          Jean-Luc François rejoint Aviva France en 2006 en tant que membre du Directoire en charge des finances, puis est</p>

	<p>nommé en 2008, Directeur général délégué du groupe Aviva France, fonction qu'il occupait jusqu'à ce jour. (source : <a href="http://CercleFinance.com">CercleFinance.com</a>)</p>
14/09	<p><b>Crédit Agricole : Mesures décidées après la décision de Moody's</b>  Dans le cadre de la mise sous surveillance par Moody's des notes long terme et de dépôts de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB), Crédit Agricole SA annonce la mise en place d'un mécanisme de soutien formel de CACIB par Crédit Agricole SA sous la forme d'une garantie générale, ou à travers l'affiliation de CACIB par Crédit Agricole SA.  Ce mécanisme devrait être en place d'ici le début du mois de décembre 2011. (source : <a href="http://CercleFinance.com">CercleFinance.com</a>)</p>
22/09	<p><b>Crédit Agricole : Nouveau directeur du développement durable</b>  Crédit Agricole annonce que Stanislas Pottier rejoint le groupe en tant que directeur du développement durable, auprès de Joseph d'Auzay, secrétaire général, à compter du 26 septembre prochain. (source : <a href="http://CercleFinance.com">CercleFinance.com</a>)</p>
28/09	<p><b>Crédit Agricole : « structurellement solide » garanties croisées avec les caisses régionales</b>  Resté silencieux au plus fort de la crise boursière de ces dernières semaines, contrairement à <b>Société Générale</b> et <b>BNP Paribas</b>, le <b>Crédit Agricole</b> a finalement communiqué mercredi à son tour sur la façon dont il compte « s'adapter au nouvel environnement ».  La banque prévoit ainsi une réduction structurelle de 50 milliards d'euros de son endettement entre juin 2011 et décembre 2012, dont 45 milliards d'euros à court terme (-26%). En parallèle, le programme annuel de refinancement sur les marchés moyen long terme passera de 22 milliards d'euros en 2011 à 12 milliards d'euros en 2012 (- 45%).  Cette réduction du besoin de financement s'effectuera en particulier en Banque de financement et d'investissement (de 15 à 18 milliards d'euros) « avec l'arrêt progressif de certaines activités à l'issue d'une revue de portefeuille, la réduction ciblée des activités de financements structurés, de banque commerciale et de marchés et la fermeture d'implantations non stratégiques à l'international ».  D'autre part, dans les Services financiers spécialisés, la réduction du besoin de financement sera de 9 à 11 milliards d'euros, avec : la cession de portefeuilles de crédits, le désengagement d'activités et plus généralement une baisse du besoin de refinancement, avec en parallèle, le développement de ressources alternatives dans certains pays où le Groupe n'est pas présent en Banque de proximité.  A l'inverse, la Banque de proximité en France et à l'International bénéficie d'une priorité avec un passage de 70 à 75% du capital alloué.  En matière de liquidité, le groupe <b>Crédit Agricole</b> annonce qu'il va accroître ses réserves qui s'élevaient à plus de 110 milliards d'euros au 14 septembre 2011.  La banque se d'ailleurs rassurante sur la question de la raréfaction de la liquidité en dollars intervenue au cours de l'été 2011. Elle a en effet diminué la part libellée en dollars dans sa dette à court terme à 27% au 14 septembre, contre 44% au 30 juin 2011, la part dollars en provenance des Etats-Unis ayant été ramenée de 37% à 4%.  Enfin, <b>Crédit Agricole</b> fait état d'une exposition « limitée et gérable aux pays périphériques de la zone euro ». « Les expositions nettes du groupe bancaire aux pays périphériques de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie) représentent 0,7% du total bilan », souligne <b>Crédit Agricole</b>, précisant que les expositions nettes des assurances aux pays européens ayant reçu une aide internationale (Grèce, Irlande, Portugal) représentent 0,07% du total.  Pour conclure, le groupe se dit « structurellement solide, grâce à des garanties croisées et à des engagements réciproques entre <b>Crédit Agricole</b> S.A. et les Caisses régionales ». Plus spécifiquement, « le mécanisme Switch est une nouvelle traduction de ces solidarités », souligne la banque, en indiquant que 50 milliards d'euros d'emplois pondérés de <b>Crédit Agricole</b> S.A. seront transférés vers les Caisses régionales avant la fin de l'année.  (source : <a href="http://Tradingsat.com">Tradingsat.com</a>)</p>
29/09	<p><b>Crédit Agricole : une revalorisation partielle est possible selon Oddo</b>  Le broker Oddo a réitéré jeudi sa recommandation d' « Achat » et son objectif de cours de 15 euros sur <b>Crédit Agricole</b>. (source : <a href="http://Tradingsat.com">Tradingsat.com</a>)</p>